



## L'Europe doit passer de l'intention à l'action en mobilisant toutes les solutions bas carbone

En proposant de réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre de l'Europe d'ici 2030, la Commission européenne s'engage sur la voie de la neutralité carbone en 2050. L'Alliance CFE UNSA Énergies l'appelle à ne se priver d'aucun outil ni d'aucune solution bas carbone, en respectant la neutralité technologique et en donnant un prix au carbone.

disponibles et en ne se privant d'aucune solution bas carbone.

Puisqu'Ursula von der Leyen déclare qu'il « est de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour atteindre notre objectif », c'est tout d'abord sur la taxonomie dont les premiers actes délégués sont attendus en fin d'année que la Commission doit démontrer sa capacité à défendre la neutralité technologique bas carbone. Cela suppose d'assurer l'égalité de traitement entre toutes les solutions bas carbone pour n'en exclure aucune de l'accès à la finance durable afin de favoriser l'investissement durable et efficace au plan climatique, notamment pour l'énergie nucléaire et hydroélectrique. La même neutralité technologique doit s'appliquer à la stratégie hydrogène européenne. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, l'action ne sera en effet efficace que si elle est pragmatique et ne prive pas, par dogme, l'Europe et ceux de ses États-Membres qui le souhaitent, de la solution nucléaire dans le combat climatique.

**Dans le même temps, l'Alliance CFE UNSA Énergies salue la décision des députés européens d'inclure les projets gaziers dans le fonds de transition juste**, reconnaissant ainsi le rôle du gaz comme énergie de transition sur le chemin de la décarbonation. Mais

Le 16 septembre, lors de son discours sur l'état de l'Union, la présidente de la Commission européenne a proposé de porter à **au moins 55 % l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Europe pour 2030**. Ce faisant, la Commission endosse l'objectif climatique le plus ambitieux qu'elle envisageait dans son Green Deal afin d'engager l'Europe dans la voie de la neutralité carbone en 2050.

À l'instar des derniers rapports du GIEC qui montrent que « *bouger maintenant est la seule ligne de conduite responsable* », l'Alliance CFE UNSA Énergies salue cette ambition climatique ainsi affichée mais appelle maintenant la Commission à se montrer aussi pragmatique que cohérente dans l'action, en mobilisant tous les outils



en refusant dans le même temps d'y inclure les projets nucléaires, ils privent certaines régions européennes encore dépendantes des énergies fossiles très carbonées d'une solution bas carbone efficace pour réussir leur décarbonation et les reconversions professionnelles de leurs salariés. **Ce manque de cohérence est préjudiciable au combat climatique.**

Enfin, **l'Alliance CFE UNSA Énergies défend la mise en place d'un prix du carbone suffisamment robuste pour engager de manière durable la décarbonation de l'économie européenne.** Dans cette perspective, et au-delà de la nécessaire réforme du système d'échanges d'émissions carbone (ETS) et de l'instauration d'un prix plancher du CO<sub>2</sub>, l'Alliance CFE UNSA Énergies appelle la Commission à mettre en œuvre un ambitieux mécanisme d'ajustement carbone, plus communément appelé taxe carbone, aux frontières de l'Union.

Elle appelle ainsi à dépasser les réticences de ceux qui, sous prétexte d'éviter des mesures pouvant apparaître comme protectionnistes et contraires au sacro-saint libre-échange, mettraient à mal l'action climatique de l'Europe en laissant prospérer les fuites carbone et des importations au bilan carbone désastreux. Elle appelle tout autant à mettre le paquet sur la recherche et l'innovation, et à favoriser le développement des filières industrielles européennes bas carbone, sans exclusion, afin de défendre les emplois qualifiés des européens en évitant que la neutralité climatique de l'Europe fasse appel à des technologies et des équipements conçus et fabriqués hors d'Europe.

**Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, c'est la condition pour que l'Europe n'ajoute pas l'inaction climatique à l'absence de politique industrielle et à la naïveté en matière d'autonomie stratégique et de souveraineté.**

